





Le ministre choisit la fin de Jeunesse et Sports

Il considère que pour avoir un ministère de plein exercice, il faut renforcer le pouvoir des préfets de département

Grace à la manifestation devant le ministère nous avons pu rencontrer le ministre

Ce vendredi 26 juin, de nombreux collègues avaient fait le déplacement pour le rassemblement devant le ministère. Le Comité technique boycotté par la FSU, UNSA-éducation (excepté le SEJS qui après sa valorisation indemnitaire de 25 % en 2014 a fait le choix de la docilité), la CGT, et FO ne s'est donc pas tenu. A 11h30, le ministre a accordé une audience aux représentants du SNAPS-UNSA, du SEP-UNSA, du SNEP-FSU, d'EPA-FSU et du SNPJS-CGT. Il a fallu cette mobilisation pour que le ministre nous recoive. A cette audience assistaient le ministre Patrick Kanner, Daniel Zielinski, son directeur de cabinet, Mireille Gaüzere, conseillère sociale, Fabienne Bourdais, la directrice du cabinet de Thierry Braillard, et Anaïck Laurent, directrice adjointe au SGMAS.

Le ministre veut ignorer que son ministère est condamné en DDI

L'intersyndicale a exposé à nouveau ses revendications. Le ministre a répondu que c'était notre revendication d'un pôle éducatif qui conduisait à la disparition du ministère au prétexte que dans un pôle éducatif il n'y aurait pas de ministre de plein exercice mais un secrétariat d'Etat. Il semble ignorer que son ministère est sous contrôle et que ses directives s'arrêtent aux frontières des départements. C'est le cas du baromètre social qui ne s'est jamais adressé aux collègues des DDCS(PP). Dans le cadre de la prochaine réforme le scénario prévu par le gouvernement démantèle 9 DRJSCS pour les transformer à terme en DDI. Le subterfuge de 13 DRDJSC vient ajouter de la confusion car les personnels ne sauront plus s'ils relèvent du CT des DDI ou du CTMJS

Le ministre choisit les DD contre les missions éducatives

Pour maintenir son ministère il a choisi de renforcer les effectifs des DD. C'est à dire l'exact contre-pied de ce que demandent les personnels.

Pour lui la proximité ce sont les départements. La RGPP comme la MAP s'inscrivent dans la même vision politique. Le ministre a pour mission, arbitrée par Matignon, de parachever le démantèlement contre les missions éducatives, pour des logiques de guichet. Il ne veut pas de la proximité et de la continuité éducative entre le niveau ministériel et le niveau local que seules les Unités Territoriales peuvent assurer.

Nous lui avons dit notre opposition à sa conception des personnels du MJS qui les considère comme variables d'ajustement pour décliner les injonctions préfectorales, alors qu'il faudrait conduire de véritables politiques publiques éducatives.

Selon le ministre, « les CREPS ce n'est pas le ministère »

Donc il est normal qu'ils n'aient pas eu les revalorisations indemnitaires. Donc l'opportunité de la mise en réseau des établissements avec les services ne fait pas sens pour lui et peu importe qu'ils commencent à être démantelés dès janvier, entre les régions et les fédérations.

Selon le ministre, les personnels auraient bénéficié d'avancées statutaires et indemnitaires

Nous lui parlons *avenir du ministère* il nous répond *primes*! Nous lui avons rappelé que tous n'avaient pas pu en bénéficier, parce que les plafonds n'étaient pas relevés, parce qu'ils étaient en CREPS, parce qu'ils étaient de l'Education Nationale, ... Quant aux avancées statutaires (les Professeurs de Sports) les représentants des personnels en CAP, à l'unanimité, ont rejeté le projet.

Ce ministre hors sol, ne connait pas ses services

A s'accrocher au leurre du ministère de plein exercice, à n'écouter que les ordres de Matignon et du lobby préfectoral, il risque de lui arriver la mésaventure de l'empereur du conte.

« Le roi est nu » lui ont dit les syndicats. Peut-être est-il sourd et aveugle aussi.

L'intersyndicale, qui reste unie, travaille à une réaction collective, aujourd'hui comme après les arbitrages de juillet.

Le gouvernement a son échéancier, l'intersyndicale va travailler le sien.
Notre avenir ne se joue pas qu'à Matignon, il passe aussi par notre détermination.
Le rôle de chacun(e) est donc essentiel pour convaincre, peser sur les choix envisagés et maintenir la pression la plus forte.

